NPA RÉVOLUTIONNAIRES
Démocratie révolutionnaire
Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 438 du 19 juin 2026

Accord de paix pour continuer la guerre, flambée spéculative, menace de crise financière… l'absurdité du capitalisme conduit à sa ruine, sans rebond ni sursaut, place au socialisme

Mercredi soir, depuis Versailles où Macron l'avait royalement invité à l'issue d'un G7 où s'affichait une unité de façade autosatisfaite des puissances occidentales, Trump a signé le protocole d'accord avec l'Iran. Ce dernier prévoit que les Etats-Unis suspendent, dès sa signature, leurs sanctions sur la vente de pétrole iranien et la réouverture du détroit d'Ormuz. Ils s'engagent également à lever l'ensemble des sanctions américaines contre Téhéran en cas de conclusion d'un accord définitif, au terme d'une période de négociations de soixante jours. Ce protocole ne représente aucun engagement formel sur les questions de fond dont le nucléaire et peut être balayé au cours des soixante jours de négociations qui auraient dû démarrer ce vendredi en Suisse avant que J-D Vance n'annule sa venue... Trump avait besoin, à la veille du 250ème anniversaire de la fondation des Etats-Unis, qui sont aussi le terrain de la coupe du monde de football, de se présenter comme l'homme de la paix, de terminer la guerre commencée le 28 février pour rouvrir le détroit d'Ormuz avant que l'économie mondiale ne plonge dans la récession et la panique. Trump n'avait d'autre choix que de prendre acte de sa défaite, que nous ne pouvions que souhaiter, pour tenter de sauver l'essentiel. Cela ne signifie en rien que les USA s'y résignent. La nouvelle phase de négociations qui s'ouvre est une nouvelle étape dans un conflit sans fin à travers lequel se gèrent et se construisent les nouveaux rapports de force entre brigands et prédateurs capitalistes.

« C'est un protocole d'accord, et si ça ne me plaît pas, on recommencera à leur tirer dessus et à leur larguer des bombes en plein milieu de la tête », s'est empressé de déclarer Trump. Une nouvelle provocation pour masquer sa capitulation mais qui représente néanmoins l'issue très probable des négociations qui vont s'ouvrir. Personne n'est en mesure d'anticiper l'évolution des rapports entre les USA et l'Iran ainsi que dans l'ensemble du Moyen-Orient. Israël ne se sent nullement concerné par le protocole et entend poursuivre sa guerre pour l'hégémonie régionale qui est aussi celle des USA. Chaque puissance régionale, ainsi que les puissances européennes dont la France, vont chercher à jouer leur propre carte à la faveur de l'affaiblissement et du discrédit des USA qui n'auront d'autre politique que de tenter de reprendre la main par la diplomatie du rapport de force, la guerre.

Quel que soit leur rythme, les évolutions en cours s'inscrivent dans une offensive militariste et belliciste dont les raisons profondes se trouvent au cœur même de la crise du capitalisme mondialisé. Tous les participants au G7 se sont félicités de leur unité retrouvée dans la solidarité avec l'Ukraine, dans leur guerre par procuration contre la Russie. La guerre avec l'Iran, la guerre d'Israël, celle d'Ukraine, les guerres qui en, Afrique et ailleurs, enflamment la planète, obéissent à la logique de la crise que traverse le capitalisme financiarisé mondialisé, menacé par l'accentuation de ses propres contradictions qui se traduisent par la crise environnementale, la régression sociale et démocratique, le ralentissement économique, les menaces de krach financier, de faillites industrielles et bancaires, l'exacerbation de la guerre commerciale qui conduit aux conflits militaires.

Le sommet du G7 présidé par Macron sous la protection d'une armada de 16 000 flics et militaires en est l'illustration. Il y a quelques années, un tel sommet était présenté comme réunissant les « *dirigeants des premières puissances mondiales* ». Il l'est aujourd'hui comme une « *réunion des dirigeants des 7 pays parmi les plus industrialisés du monde* ». Plus précisément des puissances « occidentales », Etats-Unis, France, Royaume Uni, Italie, Allemagne, Japon, Canada. Puissances qui, derrière les USA, imposaient jadis leur hégémonie à l'ensemble de la planète. Et qui aujourd'hui, confrontées à la concurrence des puissances émergentes comme la Chine, sèment massacres et destructions pour tenter de sauvegarder ce pouvoir sur le monde qu'ils perdent inexorablement. Qui se divisent aussi entre eux comme le montrent les offensives douanières de Trump contre ses « alliés », ou encore la concurrence que se livrent les industries « nationales » d'armement européennes. Macron prétendait faire de cette réunion le « *sommet de la convergence* » et démontrer que le multilatéralisme restait possible malgré la fragmentation croissante des relations internationales. Il voulait donner à ses invités l'occasion « *de dégager des positions communes sur l'Ukraine, le Moyen-Orient, l'économie mondiale et l'intelligence artificielle* ». Ce qui s'est

en réalité affiché au grand jour, c'est un même aveuglement criminel dans la fuite en avant militariste et guerrière, une même impuissance face au chaos dont leur politique au service des profits est responsable.

Quant à l'intelligence artificielle, dont les principaux grands patrons étaient invités au G7, elle est présentée comme un futur vecteur de croissance et de souveraineté que les États doivent soutenir. Mais elle s'impose surtout, à travers la guerre que se livrent les méga-groupes de la Tech, principalement US, comme un vecteur d'aggravation des risques de krach boursier et de faillite des fonds d'investissement et autres banques qui alimentent leur endettement abyssal. Risques encore accentués par l'introduction en bourse vendredi 12 de la société SpaceX qui a vu, en une journée, sa capitalisation boursière atteindre 2100 milliards de dollars et la fortune d'Elon Musk passer de 700 à plus de 1000 milliards de dollars. « *La société, toujours déficitaire et dont le chiffre d'affaires reste modeste, a réussi son pari de vendre aux investisseurs les projets irréalistes de son fondateur.* » écrivait *Le Monde*. La folie spéculative du capitalisme financiarisé confronté à sa propre crise participe de cette fuite en avant absurde, aveugle et destructrice, un train hors contrôle fonçant vers l'abîme.

C'est dans ce cadre général de la situation géopolitique et économique mondiale et ses réfractions au niveau national que se prépare la campagne pour la présidentielle de 2027. Pas un·e des candidat·es potentiel·les des partis parlementaires ne prend en compte la gravité de la situation. Tou·tes se contentent de décliner leur sempiternelles promesses. Mélenchon ne déroge pas à la règle, même s'il prétend porter la seule perspective de véritable changement et de victoire face au RN, un leurre tant il est vrai qu'il n'y a pas de réponse à l'offensive réactionnaire sans remise en cause radicale du pouvoir des milliardaires.

La « Nouvelle France », un leurre démagogique qui prétend sauver le capitalisme de... lui-même

Dimanche 7 juin, entre la basilique et la mairie de Saint-Denis, entouré des élu·es du mouvement, Mélenchon ouvrait officiellement sa campagne devant une foule enthousiaste (26 000 personnes selon LFI), jeune, agitant force drapeaux tricolores.

Son discours est fondamentalement nationaliste. Mélenchon s'est mis en scène dans un récit historique « national » prenant ses origines auprès des premiers rois de France (la basilique…), passant par la révolution de 1789 (la mairie…), pour mener enfin à cette foule réunie à Saint-Denis, embryon du « *peuple* » de la « *nouvelle France* » l'applaudissant lui, son tribun, entouré de ses disciples.

Ce nationalisme est constitutif de LFI. Mélenchon expliquait en 2017 au moment de sa fondation : « *C'est un mouvement. Nous ne voulons pas être un parti. Le parti, c'est l'outil de classe. Le mouvement est la forme organisée du peuple* ». C'est la définition du « *populisme de gauche* », celui de Siryza en Grèce, de Podemos en Espagne, dont on connaît la destinée. Prétendre refuser le terrain de classe pour parler au nom d'un « peuple » qu'unirait une appartenance commune à une « histoire nationale » plus ou moins « arrangée » au gré des besoins de l'orateur et débarrassée de toute référence de classe, c'est se situer… sur le terrain de classe de la bourgeoisie !

C'est à ce titre que Mélenchon postule à devenir chef de l'Etat. Lorsqu'il annonce dans son discours que « *pour une fois les étoiles sont alignées* », c'est à sa propre trajectoire politicienne qu'il pense. Il mise sur le fait que la crise politique que traverse la bourgeoisie française dont les institutions sont devenues incapables d'assurer la stabilité du pouvoir prépare les conditions de la venue d'un nouveau « bonaparte ». C'est-à-dire d'un homme qui, fort d'un appui électoral né du dévoiement de la révolte populaire, puisse apparaître aux yeux de la bourgeoisie - ou du moins de ses catégories les moins obtuses et réactionnaires -, comme capable de rétablir la stabilité politique indispensable aux affaires. Il pense que son temps est venu et cherche à créer un élan populaire autour de sa candidature tout en se gardant bien de remettre en cause le capitalisme lui-même.

Il attribue à Macron, à sa politique néo-libérale et à quelques milliardaires refusant que leur richesse soit taxée, la responsabilité d'une situation dont il dénonce les multiples aspects, régression sociale et démocratique, discriminations, inégalités insupportables, injustices… Mais se propose en même temps de poursuivre les financements de l'Etat au capital : « *À une révolution numérique déjà bien engagée, nous répondons par la décolonisation numérique vis-à-vis des États-Unis d'Amérique, la souveraineté complète du peuple de France sur le stockage des données, sur les supercalculateurs, les câbles, et sur les systèmes d'intelligence artificielle. Et le soutien à l'invention, en France, des sauts technologiques que l'humanité attend, comme celui vers l'ordinateur quantique. L'ambition qui est la nôtre succède à celle de ceux qui édifièrent cette basilique…* »

Derrière la prétentieuse référence à l'ambition des bâtisseurs de cathédrale, c'est la promesse faite à la bourgeoisie que le soutien financier de l'Etat face à la concurrence se poursuivra… au nom de la « *souveraineté complète du peuple de France* ».

Comme si Mélenchon et ses amis avaient le pouvoir, par la magie d'un programme de gouvernement - qui plus est dans le cadre étriqué des frontières nationales ! -, de dévier la course du capitalisme « français » qui, totalement imbriqué dans le capitalisme financiarisé mondialisé, ne peut que l'accompagner dans sa fuite en avant vers la catastrophe !

Loin de se laisser duper par la démagogie de la campagne réactionnaire contre Mélenchon, les travailleur·es, les classes populaires ont besoin de regarder les choses en face. Les révolutionnaires ont pour tâche de les aider à comprendre l'impasse dangereuse que représente le programme de LFI. De les aider aussi à se préparer aux suites, au développement inévitable de la crise sociale et politique dont ils portent la seule issue progressiste.

Il ne s'agit pas d'une simple dénonciation mais de formuler une réponse politique, un programme répondant aux besoins des travailleur·es, tout comme aux nécessités et possibilités ouvertes par la période, la crise financière et la faillite annoncée des classes dominantes. Période qui, en même temps qu'elle voit s'aggraver à vitesse accélérée les contradictions du capitalisme, voit aussi se préparer les conditions de son renversement révolutionnaire.

Une crise majeure d'accumulation du capital, les prémisses d'une révolution mondiale

En résumé de son dernier ouvrage, *Le problème à trois corps du capitalisme*, Romaric Godin écrit : « *Le monde prend un tour de plus en plus chaotique. La guerre revient à l'ordre du jour, les catastrophes écologiques se succèdent, les sociétés se fracturent, l'extrême droite semble monter partout. Derrière ce désordre généralisé se déploient trois crises […] en apparence indépendantes, en réalité étroitement liées : une crise économique, une crise écologique et une crise anthropologique. Toutes trois sont sous-tendues par une même dynamique, celle de l'accumulation du capital, avec ses effets destructeurs sur les économies, la nature et les humains. De sorte que ces crises s'entretiennent les unes les autres et qu'aucune solution ne peut être trouvée – en tout cas tant que les sociétés continueront à placer en leur centre le capital. […] Ce « capitalisme d'État d'urgence « n'a rien d'autre à offrir que davantage de destruction. Il oblige ceux qui veulent stopper ce mouvement à revoir entièrement leur stratégie et leurs objectifs.* »

Il met le doigt sur la cause première de cette crise globale, une crise d'accumulation du capital. Les fortunes sans précédent qui s'accumulent entre quelques mains à travers une multitude de mécanismes financiers, loin d'être un signe de santé du capitalisme, sont au contraire celui du grippage du cœur même du processus de production, d'exploitation du travail humain seul créateur de richesses nouvelles. Dans leur lutte contre leurs concurrentes, les entreprises ne cessent de chercher des gains de productivité en remplaçant le travail humain par des automatismes, des robots. Elles diminuent d'autant la part de capital qui crée les richesses nouvelles, la valeur ajoutée produite par le seul travail. La rentabilité des investissements productifs baisse progressivement tandis que la diminution des besoins de main d'œuvre, les attaques sur les salaires, l'inflation, diminuent le pouvoir d'achat des consommateurs, créant une tendance chronique à la récession. La concurrence s'accroît, pousse les entreprises à surexploiter les travailleur·es mais aussi la nature. Les Etats soutiennent massivement les profits industriels en berne, creusant les déficits publics qu'ils compensent par une austérité qui est un autre facteur de récession. Ce cercle vicieux entraîne la fuite de plus en plus massive de capitaux vers les marchés financiers et spéculatifs, capitaux qui ne trouvent pas à s'investir dans un appareil de production en perte de rentabilité et en stagnation. Ainsi se préparent les ingrédients de krachs financiers inévitables, aux effets destructeurs. Le ralentissement économique exacerbe la concurrence, qui se transforme en guerre commerciale et en guerres tout court, lesquelles aggravent en retour la crise d'accumulation…

Telle est schématiquement la dynamique générale du capitalisme, inexorablement soumis à cette maladie génétique que Marx décrivait comme la « *baisse tendancielle des taux de profit* [industriels] » et dont il tirait cette conséquence : « *A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale* ». (préface à Critique de l'économie politique)

Depuis ses origines en Angleterre au cours du 18ème siècle, le capitalisme, en même temps qu'il étendait progressivement sa mainmise sur la planète entière et à l'ensemble des activités humaines, en même temps qu'il se concentrait progressivement entre les mains d'une oligarchie financière de moins en moins nombreuse et de plus en plus riche, a connu plusieurs de ces crises d'accumulation. A travers destructions massives, massacres et guerre de classe sans merci, en mobilisant aussi de nouveaux progrès scientifiques et technologiques, il a trouvé jusqu'à aujourd'hui les moyens de sortir de ces « *époques de révolution* » et de retrouver une croissance relative, avant de s'y enfoncer de nouveau, comme nous le subissons aujourd'hui.

Il n'a pu le faire que parce qu'il avait alors trouvé de nouveaux territoires sur lesquels étendre son mode d'exploitation et de pillage, de nouveaux secteurs d'activité humaine à « *marchandiser* », soumettre à la mainmise d'un capital financier de plus en plus hégémonique et concentré. Le capitalisme devenu mondialisé et financiarisé se heurte aujourd'hui aux limites de ce processus. Le seuil de ce que la nature peut supporter de la prédation capitaliste a depuis longtemps été dépassé. Les révoltes sociales qui éclatent partout dans le monde montrent de leur côté que les limites de ce que peut supporter l'espèce humaine des exactions capitalistes sont atteintes, les conditions subjectives d'une révolution sociale mondiale sont en train de mûrir.

Économistes aux ordres, politiciens vendeurs d'illusions et de spéculations, gourous du capital tentent de nous convaincre que l'IA offrirait une issue à ce marasme, la perspective d'une nouvelle « révolution industrielle » ouvrant une nouvelle jeunesse au capitalisme sénile. C'est en réalité un remède qui aggrave le mal et rapproche la fin.

Le miracle de l'IA ne se produira pas

Il n'est pas question ici de discuter des fantasmagories d'un Musk et de ses rêves de colonisation de Mars, pas plus que de ceux qui voient arriver le moment où l'intelligence des machines sera supérieure à celle des hommes…

La question est de savoir si le développement de l'IA générative peut ou non amener une augmentation de la productivité du travail capable de relancer la croissance au point de mettre un terme à la crise d'accumulation actuelle.

Pour cela, il est tout d'abord indispensable de distinguer ce qui, dans les processus productifs, relève de la matière, de l'énergie ou de l'information. L'essentiel des valeurs d'usage indispensables à la vie humaine (pour se nourrir, se loger, s'habiller, se déplacer, se soigner, etc.) sont de nature principalement matérielle même si elles peuvent consommer de l'énergie et intégrer du traitement d'information. Les processus industriels reposent pour leur part quasiment tous sur un schéma identique : des structures matérielles, mécaniques, mues par de l'énergie et placées sous le contrôle d'informations. La deuxième révolution technologique, passage du moteur à vapeur aux moteurs électrique et thermique s'est produite au cœur de la partie directement productive de l'appareil de production, démultipliant les capacités de transformation de la matière. La « révolution » des TIC (technologies de l'information et de la communication) se passe au niveau du contrôle, où elle remplace les hommes par des ordinateurs et des réseaux dans le pilotage des procès. Elle a en réalité commencé dès les années 70-80 et a été un support essentiel de la mondialisation et de la financiarisation dont son propre développement s'est par ailleurs nourri. Elle a considérablement bouleversé les façons de produire et constitué une véritable « révolution technologique », mais sans apporter les gains de productivité qui en étaient espérés. C'est pourquoi l'IA générative, par sa nature même, ne peut s'intégrer qu'à la marge dans des processus de production déjà fortement automatisés, sauf sur quelques « fonctions support » de gestion et d'administration où elle menace de nombreux emplois. Comme elle le fait dans des secteurs particuliers comme la création artistique ou celui de la programmation informatique.

L'IA générative ne peut donc en aucun cas présenter une perspective de relance de l'économie. Par contre, les conditions dans lesquelles elle se développe, une guerre à coup de centaines de milliards d'investissements que se livrent les géants de la Tech, épuisent les ressources, préparent les conditions d'un effondrement financier majeur du fait de l'emballement délirant de ses capitalisations boursières et de l'accumulation de dettes colossales.

Avec l'épuisement de toutes les perspectives de développement futur, le capitalisme, financiarisé mondialisé, devenu sénile, a atteint son stade ultime. Une nouvelle époque de révolution est en train de s'ouvrir.

La campagne présidentielle pour porter le programme de la révolution qui vient

La présidentielle offre l'opportunité de porter un programme dont le contenu découle directement de la compréhension du moment que nous sommes en train de vivre et de ses exigences. Elle nous offre l'occasion de sortir de la simple dénonciation des exactions du capitalisme et des politiques des postulants au poste, les Bardella and Co, sans se laisser prendre au mirage Mélenchon.

Le contenu de ce programme est défini par la situation du capitalisme lui-même qui, dans sa marche à l'effondrement, a aussi préparé les conditions de la lutte des classes qui transformera cet effondrement en quelque chose de nouveau, une autre société.

Ce programme doit mettre clairement en avant la question de la prise de contrôle de la société par ceux qui produisent les richesses, non comme une perspective perdue dans un futur lointain abstrait, mais comme quelque chose de concret, dont l'urgence est définie par la marche à la catastrophe du système. Concret aussi dans ses grands mots d'ordres, l'annulation des dettes, l'expropriation des oligarques qui règnent sur les multinationales et le système financier, la mise en place d'une planification économique qui permette d'organiser la production en fonction des besoins réels et non plus des profits, dans le respect de la nature… Concret aussi, parce que celles et ceux qui travaillent, qui ont entre les mains tous les leviers de la production sauf son contrôle, sont ainsi à même de s'emparer de ce dernier pour faire tourner la société au profit de la collectivité. De mettre en application le slogan « *c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons* ».

Il est clair aujourd'hui que plusieurs candidatures révolutionnaires seront présentes dans cette campagne. Comme bien des militant·es et des travailleur·es, des jeunes, nous regrettons ces divisions sectaires d'un mouvement révolutionnaire prisonnier de son passé au point d'être incapable de s'unir pour prendre l'avenir à bras le corps.

La situation exigerait au contraire et rend possible la présentation d'une candidature unitaire, un front des révolutionnaires enfin capable d'offrir une perspective politique à celles ou ceux que la division, le sectarisme des uns et des autres repoussent, et surtout à l'ensemble de la classe ouvrière. Capable d'accepter la démocratie, de la faire vivre pour rassembler, d'accepter l'expression de nuances et de divergences dans le cadre du programme qui nous réunit, la défense immédiate des intérêts du monde du travail en toute indépendance des partis et institutions bourgeoises dans la perspective de la conquête du pouvoir afin d'en finir avec la domination du capital, pour le socialisme, le communisme.

Les militant·es, toutes celles et ceux qui se retrouvent dans notre combat commun, sauront prendre en main cette discussion pour que la campagne des révolutionnaires ne soit pas l'affichage de rivalités sans fondement, mais bien une même bataille visant à dépasser les divisions pour avancer vers un renouveau démocratique de notre mouvement au service de l'émancipation des classes exploitées et opprimées**.**

Daniel Minvielle